

DECLARATION BALE II, PILIER III, version consolidée

Les chiffres relatifs à la déclaration de consommation de fonds propres « Bâle II » ci-après concernent l'entité Banque Cantonale de Genève, avec consolidation de ses filiales.

La Banque Cantonale de Genève a tout un ensemble de dispositions stratégiques, organisationnelles, procédurales, informatiques et de diffusions de rapports relatives à la gestion de risques de crédit et de contrepartie.

Risque de crédit

Le Manuel des crédits, dense et complet, est constamment mis à jour selon les nouveaux développements, il est disponible sur le réseau interne Intranet, de sorte que les gestionnaires de crédit sont au fait de toute adaptation sans délai.

Le département de Contrôle des risques a mis en place un système complet de base de données FDW « Financial Datawarehouse », où les positions, notamment celles des crédits, sont mises à jour quotidiennement pour l'ensemble de la banque.

La surveillance de deuxième niveau, à l'échelle du portefeuille d'activités, est assurée de manière optimale à l'aide de cette base de données unifiée. Le contrôle de respect des limites pays et des limites banques est effectué quotidiennement et les anomalies éventuellement détectées sont immédiatement signalées ; il s'agit généralement pour les banques de limites transactionnelles renouvelées annuellement après analyse.

Les rapports publiés sont de courts rapports d'exception. Le contrôle des positions de financement de négoce international est également effectué quotidiennement avec ces mêmes données ; un rapport circonstancié est publié régulièrement sur cet ensemble par le département de Contrôle des risques, en sus des rapports établis par un département de risk controlling et collateral propre à cette activité.

Un rapport portant sur l'ensemble des positions de crédit de la banque est établi et diffusé mensuellement par le département de Contrôle des risques ; il donne lieu à commentaire lors du CRISK, Comité risques tenu mensuellement. Différents thèmes tels que la répartition des crédits par rating et par secteur économique, leur granularité, y sont présentés.

Une politique prudente est appliquée au niveau du risque et pour les sûretés. La Banque n'est pas engagée dans des dérivés de crédit, ni CDOs, ni CDS.

En sus des structures et processus existants, un département « Expertise et contrôle crédits » traite spécifiquement des contrôles plus formels dans le domaine des crédits, en soutien du front. Il traite de l'optimisation des processus d'octroi et de contrôle des crédits et propose les règles et les standards d'octroi de crédit.

Les agences de notation Standard & Poors, Moodys, Fitch sont utilisées lors des analyse de banques avec lesquelles la Banque est en relation : les ratings long-terme et les ratings court-terme sont considérés selon les opérations menées.

Dans le cas de banques non internationales ou ne disposant pas de ratings, des ratings développés de manière spécifique sont utilisés sur la base d'un logiciel « Factscorer ». Au-delà de la prise en considération des ratings, la banque applique son propre jugement.

La méthode standard d'application des normes Bâle II étant la méthode utilisée, les ratings reconnus selon la FINMA sont pris en considération pour la pondération des fonds propres, complétés par la durée de l'engagement.

En plus des trois méthodes de ratings mentionnées ci-dessus, utilisées essentiellement pour les banques, les ratings « Fedafin » pour des collectivités publiques reconnues par la FINMA, sont utilisés au cas par cas s'il y a des engagements envers des collectivités publiques suisses.

Peu d'entreprises industrielles ou de service clientes de la BCGE disposent d'un rating attribué par un organisme internationalement reconnu. Le canton de Genève et les communes genevoises disposent de tels ratings. Les normes de calcul de fonds propres selon l'approche SA-CH considèrent tout autant les engagements et les garanties.

Des ratings internes sont utilisés pour l'estimation des risques, quoique l'approche IRB ne soit pas utilisée pour les rapports réglementaires. La BCGE a rejoint en 2008 contractuellement le groupe de Risk Solution Network (RSN), qui élabore les ratings pour un ensemble de plus de dix banques cantonales.

Les ratings peuvent désormais être complétés par des estimations de probabilité de défaut (PD) adaptées, dans le cadre de l'association RSN.

Risque de marché

L'activité de négoce pour compte propre de la BCGE est assez restreinte. Des mesures de stop-loss strictes sont en place afin de limiter les conséquences possibles de variation opposée des marchés. L'activité Nostro principale est le market-making de l'action BCGE, afin d'assurer la liquidité suffisante au marché.

Un service « Dérivés et Contrôles » au sein du département *Back-Office* « Opérations de marché » établit quotidiennement un rapport quotidien des pertes et profits et de respect des limites ; on y trouve les positions et les limites, soit en nominal, soit en sensibilité, avec indications des limites quotidiennes et des limites mensuelles. Ce rapport est contrôlé par le département de Contrôle des risques pour le respect des limites et l'analyse des variations d'un jour à l'autre.

Un portefeuille significatif d'immobilisations financières a été constitué, avec actuellement un fort surplus de liquidités. Le risque spécifique pour les obligations détenues sous forme d'immobilisations financières est suivi avec l'estimation de ce portefeuille ; en 2009 l'estimation à la valeur de marché est devenue quotidienne avec le fichier désormais déposé sur un système d'informations financières en continu. Des contraintes de granularité par pays, par compagnie, par secteur économique sont respectées.

Les positions pour clients sous contrat de mandats de gestion, ou bénéficiant de mandats *Best-Ofs* sont régulièrement contrôlés de manière indépendante par le département de Contrôle des risques quant au respect des contraintes d'allocation stratégique, de la sélection des titres au sein de la Focus list (liste des fonds autorisés), des écarts de rendement de certains portefeuilles.

Un service de contrôle interne a été créé afin de rassembler et compiler les informations sur l'ensemble des contrôles liés aux processus et il concerne également la salle des marchés et son back-office. Les indicateurs collectés couvrent des mesures financières, des tableaux de contrôle sur les risques opérationnels et des mesures des suspens et réconciliations.

Le risque de taux d'intérêt est contrôlé de manière approfondie. Le rapport ALM est publié mensuellement et discuté lors du CALM (Comité ALM). Le rapport est très complet : il présente et légitime les écarts et les sensibilités pour les trois principales monnaies (CHF, EUR, USD). La décomposition des montants s'y trouve par types d'actifs et de passifs, par taux variable ou fixe, par contrepartie commerciale ou financière, etc. L'échéancier des impasses de taux est présenté pour le bilan, après intégration des dérivés et des nouveaux engagements annoncés.

Les sensibilités sont calculées pour la valeur économique des fonds propres et pour le revenu d'intérêt attendu sur les prochains douze mois.

Les sensibilités sont calculées pour des translations parallèles de courbe de taux de 1% et pour un stress-testing avec une variation de 3%. La marge nette sur intérêts attendus est comparée au total du bilan et au total des actifs sensibles au taux. Cette marge est comparée à la limite fixée de 7% et au budget.

La valeur économique des fonds propres du bilan est complétée par la valeur économique des dérivés de taux, pour obtenir la valeur économique des fonds propres.

Les échéances sont contrôlées pour les positions en taux fixes ; les positions en taux variable sont issues du modèle de réplique, qui attribue des pondérations aux taux court terme lissés et au taux swaps 5 ans lissé sur 60 mois. Les taux overnight, Tomorrow next, etc. sont les taux retenus par la comptabilité et par la trésorerie.

La valeur des différents modèles de réplique est mise à jour mensuellement.

Le risque de taux d'intérêt est géré par un équilibre naturel du bilan, comme par exemple des souscriptions de Centrales lettres de gages (CLG) lorsque des échéances montrent un écart de taux plus important. La réduction complémentaire de la sensibilité s'effectue à l'aide de swaps d'intérêt, IRS Interest rate Swaps, principalement.

Des futures et des swaptions sont aussi mis en œuvre. La sensibilité était suffisamment réduite pour que les seuls mouvements naturels de bilan et les déformations de courbes de taux en un mois fassent passer d'une légère exposition à la baisse à une légère exposition à la hausse ; une immunisation était ainsi approchée. La forte chute des taux en novembre 2008 a augmenté la sensibilité car les répartitions de masses entre taux fixe et taux variable ont ensuite varié en raison des choix de la clientèle. Cette sensibilité demeure néanmoins dans les limites fixées.

Risques opérationnels

La stratégie de la banque est d'identifier les risques opérationnels et les contrôles relatifs selon une procédure « d'horloge stratégique » des contrôles. L'horloge stratégique présente les trois phases d'analyse et corrections et leur démarche.

La procédure d'horloge stratégique du contrôle interne décompose la démarche en trois phases d'analyse des risques (*risk management*), puis de contrôles (cartographie des risques), enfin de mesures d'efficacité des contrôles (revue dynamique). Un service dédié de contrôle interne, en charge de cette procédure, a été mis en place au sein du département Contrôle des risques et *compliance*.

Exigences de publications liées aux fonds propres

La Banque Cantonale de Genève publie ci-dessous les états réglementaires concernant l'adéquation des fonds propres selon les normes Bâle II.

Selon les circulaires FINMA Bâle II, plusieurs méthodes sont à disposition pour le calcul de l'adéquation des fonds propres :

- méthode Internal ratings based approach (IRB);
- méthode standard;
- méthode simplifiée.

Les besoins en fonds propres sont calculés pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel.

La Banque Cantonale de Genève applique la méthode standard SA-CH pour les publications réglementaires de risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. Des éléments IRB sont en vigueur de manière interne.

Tableau 1
Présentation des fonds propres pouvant être pris en compte

Fond propres	Montant (période de référence, en milliers de CHF)
Fonds propres de base bruts (après prise en considération des propres titres de participation qui doivent être portés en déduction)	921'139
<i>dont intérêts minoritaires</i>	
<i>dont instruments « novateurs »</i>	
(-) Déduction réglementaire	
(-) Autres éléments à porter en déduction des fonds propres de base	
= Fonds propres de base pouvant être pris en compte	921'139
+ Fonds propres complémentaires et supplémentaires	96'000
(-) Autres déductions à imputer sur les fonds propres complémentaires, supplémentaires ainsi que l'ensemble des fonds propres	
= Fonds propres pouvant être pris en compte	1'017'139

Ce premier tableau concerne les fonds propres disponibles.

Au **31 décembre 2009**, les fonds propres de base pouvant être prise en compte s'élèvent à 921 millions CHF, il convient d'ajouter 96 millions de fonds propres complémentaires et supplémentaires.

Le total est donc de **1'017 millions CHF**.

Les Fonds propres de base correspondent globalement aux données de base pour le calcul du Tier 1 selon d'autres références.

Les Fonds propres avec fonds propres complémentaires correspondent aux données de base pour le calcul du Tier II.

Tableau 2 Présentation des fonds propres requis

Ce tableau présente le montant des fonds propres requis selon les normes Bâle II SA-CH, qui s'élève au 31 décembre 2009 à 715 millions CHF.

La plus grande part de ce montant est attribuée à la couverture des risques de crédit, avec 658 millions CHF.

Le besoin en fonds propres pour couvrir les risques sans contreparties s'élève à 68 millions CHF.

Le besoin en fonds propres pour couvrir les risques de marché s'élève à 13,7 millions CHF.

Le besoin en fonds propres pour couvrir les risques opérationnels s'élève à 43 millions CHF.

Il en résulte une couverture de 142% en incluant les fonds propres supplémentaires et complémentaires.

Le ratio Tier 1 est de 10,3% tandis que le ratio Tier 2 est de 11,4%.

Type de risque	Approche utilisée	Exigences de fonds propres
Risques de crédit	SA	658'415'104
■ dont risques de cours relatifs aux titres de participation dans le portefeuille de la banque	SA	145'800
■ dont risques non liés à des contreparties	SA	67'786'592
Risques de marché	SA	13'778'446
■ dont sur instruments de taux d'intérêt (risque de marché général et spécifique)	SA	97'909
■ dont sur titres de participation	SA	4'053'348
■ dont sur devises et métaux précieux	SA	9'522'102
■ dont sur matières premières	SA	103'297
Risques opérationnels	BIA	43'229'000
Total		715'422'550
Rapport entre les fonds propres pris en compte et les fonds propres requis selon le droit suisse		11.37%

Tableau 3**Risque de crédit/ ventilation par type de contrepartie ou secteur d'activité**

Engagements de crédit (au moment de la clôture)	Gouvernements centraux et banques centrales	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres institutions
Bilan / créances	1'106'399'760	2'168'219'015	1'498'931'454
Liquidités	-	182'877'503	-
Créances résultant de papiers monétaires	-	51'726	-
Créances sur les banques	-	1'108'880'241	-
Créances sur la clientèle	347'131'804	11'561'348	582'601'686
Créances hypothécaires	63'046'699	10'272'215	900'599'768
Port. de titres et MP destinés au négoce	-	6'825'692	-
Immobilisations financières	696'221'257	403'834'553	15'730'000
Participations	-	79'213'384	-
Immobilisations corporelles	-	230'504'107	-
Comptes de régularisation	-	36'858'676	-
Autres Actifs	-	97'339'570	-
Total période de référence	1'106'399'760	2'168'219'015	1'498'931'454
Hors bilan	116'033'409	2'155'200'131	136'569'056
Créances conditionnelles	16'512	135'224'492	752'662
Créances irrévocables	-	74'828'000	-
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires	-	39'010'860	-
Crédits par engagement	-	4'802'091	-
Créances Opérations fiduciaires	-	-	-
Comptes d'ordre	-	80'551'151	-
Autre	116'016'897	17'666'443	135'816'394
Dérivés	-	1'803'117'094	-
Total période de référence	116'033'409	2'155'200'131	136'569'056
Total (Bilan + Hors Bilan) période de référence	1'222'433'169	4'323'419'146	1'635'500'510

Le montant de 1'108 millions CHF de créances sur les banques représente le montant global sur banques hors BNS.

Les Immobilisations financières correspondent essentiellement au portefeuille d'immobilisations financières long terme, obligations détenues jusqu'à échéance, selon Bale II.

Les créances sur les gouvernements et banques centrales s'élèvent au 31 décembre 2009 à 1'106 millions CHF, tandis que celles sur les banques et les négociants en valeurs mobilières s'élèvent à 2'168 millions CHF.

Engagements de crédit (au moment de la clôture)	Entreprises	Clientèle de détail	Titres de participation et les parts de placements collectifs de capitaux	Autres	Total
Bilan / créances	5'711'800'288	4'022'914'318	364'500	105'366'940	14'613'996'276
Liquidités	-	-	-	-	182'877'503
Créances résultant de papiers monétaires	-	-	-	-	51'726
Créances sur les banques	6'342'536	-	-	-	1'115'222'777
Créances sur la clientèle	1'874'446'021	277'693'932	-	308'603	3'093'743'395
Créances hypothécaires	3'684'198'909	3'740'758'725	-	93'937'845	8'492'814'161
Port. de titres et MP destinés au négoce	-	-	-	-	6'825'692
Immobilisations financières	104'532'390	118'035	-	-	1'220'436'235
Participations	-	-	-	-	79'213'384
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	230'504'107
Comptes de régularisation	-	-	-	-	36'858'676
Autres Actifs	42'280'431	4'343'627	364'500	11'120'492	155'448'620
Total période de référence	5'711'800'288	4'022'914'318	364'500	105'366'940	14'613'996'276
Hors bilan	1'320'511'446	459'745'188	-	598'675'647	4'786'734'877
Créances conditionnelles	638'995'360	7'320'216	-	3'670'586	785'979'828
Créances irrévocables	-	-	-	428'765'511	503'593'511
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires	-	-	-	-	39'010'860
Crédits par engagement	25'822'915	-	-	-	30'625'006
Créances Opérations fiduciaires	-	-	-	-	-
Comptes d'ordre	-	-	-	-	80'551'151
Autre	655'693'171	452'424'972	-	166'239'550	1'543'857'427
Dérivés	-	-	-	-	1'803'117'094
Total période de référence	1'320'511'446	459'745'188	-	598'675'647	4'786'734'877
Total (Bilan + Hors Bilan) période de référence	7'032'311'734	4'482'659'506	364'500	704'042'587	19'400'731'152

Le montant de 785 millions CHF de créances conditionnelles correspond pour la grande partie aux limites accordées aux entreprises.

Les créances hypothécaires de **8'492 millions CHF** reflètent les créances hypothécaires envers les particuliers et les créances hypothécaires aux entreprises et PME.

Les crédits envers les entreprises forment le montant le plus élevé, à **5'711 millions CHF**, soit 42% de plus que les crédits envers la clientèle de détail à 4'022 millions CHF.

Tableau 4 Risque de crédit/ atténuation du risque de crédit

Le total des engagements de crédit couverts par des sûretés reconnues dans l'approche IRB s'élève à 8,8 milliards CHF, dont quasiment la totalité en créances hypothécaires.

Autres sûretés reconnues IRB : créances sur la clientèle.

Le total des 14,6 milliards CHF de crédit se décompose en 1'115 millions sur les banques, 11'585 millions de créances hypothécaire et de créances sur la clientèle et 1'220 millions CHF d'immobilisation financières.

Les engagements hors bilan sont essentiellement constitués de limites banque et limites clientèle accordées.

Engagements de crédit / risques de défaillance (au moment de la clôture)	Couverts par des sûretés financières reconnues	Couverts par d'autres sûretés reconnues dans l'approche IRB	Couverts par des garanties et des dérivés de crédit	Autres engagements de crédit	Total
Bilan / créances	125'644'557	8'711'654'041	8'883'821	5'767'813'856	14'613'996'276
Liquidités	-	-	-	182'877'503	182'877'503
Créances résultant de papiers monétaires	-	-	-	51'726	51'726
Créances sur les banques	-	-	-	1'115'222'777	1'115'222'777
Créances sur la clientèle	25'000'000	611'167'798	8'085'649	2'449'489'948	3'093'743'395
Créances hypothécaires	98'030'994	8'100'486'243	798'173	293'498'751	8'492'814'161
Port. de titres et MP destinés au négoce	-	-	-	6'825'692	6'825'692
Immobilisations financières	-	-	-	1'220'436'235	1'220'436'235
Participations	-	-	-	79'213'384	79'213'384
Immobilisations corporelles	-	-	-	230'504'107	230'504'107
Comptes de régularisation	-	-	-	36'858'676	36'858'676
Autres Actifs	2'613'563	-	-	152'835'057	155'448'620
Total période de référence	125'644'557	8'711'654'041	8'883'821	5'767'813'856	14'613'996'276
Hors bilan	135'865'088	136'569'056	-	4'514'300'733	4'786'734'877
Créances conditionnelles	87'669'000	752'662	-	697'558'166	785'979'828
Créances irrévocables	-	-	-	503'593'511	503'593'511
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires	-	-	-	39'010'860	39'010'860
Crédits par engagement	-	-	-	30'625'006	30'625'006
Créances Opérations fiduciaires	-	-	-	-	-
Comptes d'ordre	-	-	-	80'551'151	80'551'151
Autre	48'196'088	135'816'394	-	1'359'844'945	1'543'857'427
Dérivés	-	-	-	1'803'117'094	1'803'117'094
Total période de référence	135'865'088	136'569'056	-	4'514'300'733	4'786'734'877
Total période de référence	261'509'644	8'848'223'097	8'883'821	10'282'114'589	19'400'731'152

Tableau 5 Segmentation des risques de crédit

Montant selon les pondérations

- Les montants pondérés à 0% correspondent à des positions sur la confédération helvétique, sur la Banque nationale suisse ou des pays souverains de rating supérieur à AA-. Les liquidités sont également pondérées à 0%.
- Les montants pondérés à 25% correspondent à des prêts aux communes, à l'Etat de Genève, à certaines Collectivités de droit public et à des banques de rating supérieur à A, avec des ajustements en fonction de la durée du prêt, selon les règles de calcul Bâle II.
- Les montants pondérés à 35% correspondent aux prêts hypothécaires avec cédules de premier rang.
- Dans le montant pondéré à 50% de consommation de fonds propres, on trouve des communes, des banques selon leur rating et la durée de l'engagement et d'autres crédits.
- La pondération de 75% concerne pour l'essentiel des prêts aux petites et moyennes entreprises PME et des hypothèques de 2^{ème} rang sur prêt commercial d'un immeuble à usage d'habitation.
- Les crédits pondérés à 100% de consommation de fonds propres sont des crédits en blanc ou considérés comme tels.
- Les crédits pondérés à 150% concernent des crédits de mauvais ratings, ils concernent en principe les crédits provisionnés.
- Ceux à 250%, 375%, 500% et 625% concernent les immeubles à l'usage de la banque, les autres immeubles, les immobilisations corporelles et les logiciels.

Engagements de crédit (au moment de la clôture)	0%	25%	35%	50%	75%
Bilan / créances	1'139'930'658	2'735'120'805	5'065'681'603	988'285'237	1'661'996'668
Liquidités	182'876'003			1'500	
Créances résultant de papiers monétaires	26'059				
Créances sur les banques	47'915'668	759'704'352		272'447'781	30'000'000
Créances sur la clientèle	25'004'093	658'930'037	66'987'423	391'983'327	222'603'489
Créances hypothécaires	98'030'994	941'399'045	4'998'694'180	30'743'382	1'404'931'517
Port. de titres et MP destinés au négoce	6'739'585			86'107	
Immobilisations financières	587'240'737	375'087'370		253'946'690	118'035
Participations	63'612'484			15'600'900	
Immobilisations corporelles	15'691'648				
Comptes de régularisation	19'452'750				
Autres Actifs	93'340'637			23'475'549	4'343'627
Total période de référence	1'139'930'658	2'735'120'805	5'065'681'603	988'285'237	1'661'996'668
Hors bilan	2'318'323'382	333'184'749		187'623'586	451'810'680
Créances conditionnelles	189'413'718	112'108'902		18'497'095	106'338
Créances irrévocables		74'828'000			
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires	39'010'860				
Crédits par engagement	554'032	4'248'059			
Créances Opérations fiduciaires					
Comptes d'ordre	80'551'151				
Autre	205'676'527	141'999'787		169'126'491	451'704'342
Dérivés	1'803'117'094				
Total période de référence	2'318'323'382	333'184'749		187'623'586	451'810'680
Total (Bilan + Hors Bilan) période de référence	3'458'254'040	3'068'305'554	5'065'681'603	1'175'908'823	2'113'807'348

Engagements de crédit (au moment de la clôture)	100%	125%	150%	250% / 375% / 500% / 625%	Déduction	Total
Bilan / créances	2'781'797'375		22'317'200	218'866'730		14'613'996'276
Liquidités						182'877'503
Créances résultant de papiers monétaires				25'667		51'726
Créances sur les banques	5'154'975					1'115'222'777
Créances sur la clientèle	1'707'187'799		21'047'226			3'093'743'395
Créances hypothécaires	1'017'780'972		1'234'071			8'492'814'161
Port. de titres et MP destinés au négoce						6'825'692
Immobilisations financières	1'988'000			2'055'402		1'220'436'235
Participations						79'213'384
Immobilisations corporelles				214'812'459		230'504'107
Comptes de régularisation	17'405'925		35'903			36'858'676
Autres Actifs	32'279'703			1'973'202		155'448'620
Total période de référence	2'781'797'375		22'317'200	218'866'730		14'613'996'276
Hors bilan	1'495'792'480					4'786'734'877
Créances conditionnelles	465'853'775					785'979'828
Créances irrévocables	428'765'511					503'593'511
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires						39'010'860
Crédits par engagement	25'822'915					30'625'006
Créances Opérations fiduciaires						80'551'151
Comptes d'ordre						1'543'857'427
Autre	575'350'279					
Dérivés						1'803'117'094
Total période de référence	1'495'792'480					4'786'734'877
Total (Bilan + Hors Bilan) période de référence	4'277'589'855		22'317'200	218'866'730		19'400'731'152

Tableau 6

Ce tableau montre la répartition géographique des risques.

La Suisse absorbe bien entendu plus des $\frac{3}{4}$ des montants. Les positions en Europe concernent l'activité de financement immobilier en France pour l'essentiel, ainsi que des opérations financières avec des banques OCDE en Europe et une partie d'activité de financement de négoce international.

L'activité sur d'autres continents est presque exclusivement liée au financement de négoce international et concerne des montants réduits.

Engagements de crédit (au moment de la clôture)	Suisse	Europe	Amérique du nord	Amérique du sud	Asie	Autres	TOTAL
Bilan / créances	10'961'410'000	2'897'572'688	142'171'380	71'658'014	240'219'574	300'964'620	14'613'996'276
Liquidités	182'877'503	-	-	-	-	-	182'877'503
Créances résultant de papiers monétaires	51'726	-	-	-	-	-	51'726
Créances sur les banques	291'112'109	703'438'240	3'953'095	26'353'160	74'828'768	15'537'406	1'115'222'777
Créances sur la clientèle	2'401'675'781	400'320'814	16'490'116	32'858'554	95'583'791	146'814'338	3'093'743'395
Créances hypothécaires	6'776'382'447	1'529'537'342	45'713'769	12'446'300	49'541'015	79'193'288	8'492'814'161
Port. de titres et MP destinés au négoce	6'825'692	-	-	-	-	-	6'825'692
Immobilisations financières	893'190'313	182'145'132	76'014'400	-	20'266'000	48'820'390	1'220'436'235
Participations	63'612'484	15'600'900	-	-	-	-	79'213'384
Immobilisations corporelles	230'504'107	-	-	-	-	-	230'504'107
Comptes de régularisation	36'858'676	-	-	-	-	-	36'858'676
Autres Actifs	78'319'161	66'530'261	-	-	-	10'599'198	155'448'620
Total période de référence	10'961'410'000	2'897'572'688	142'171'380	71'658'014	240'219'574	300'964'620	14'613'996'276
Hors bilan	3'318'360'044	424'937'563	9'683'526	26'822'509	143'920'688	863'010'547	4'786'734'877
Créances conditionnelles	250'368'651	148'587'248	3'923'126	1'554'914	123'082'550	258'463'339	785'979'828
Créances irrévocables	74'828'000	-	-	-	-	428'765'511	503'593'511
Engagements de libérer et de faire des versements supplémentaires	39'010'860	-	-	-	-	-	39'010'860
Crédits par engagement	26'376'947	2'457'003	-	-	1'791'056	-	30'625'006
Créances Opérations fiduciaires	-	-	-	-	-	-	80'551'151
Comptes d'ordre	80'551'151	-	-	-	-	-	1'543'857'427
Autre	1'044'107'341	273'893'312	5'760'400	25'267'595	19'047'082	175'781'696	
Dérivés	1'803'117'094	-	-	-	-	-	1'803'117'094
Total période de référence	3'318'360'044	424'937'563	9'683'526	26'822'509	143'920'688	863'010'547	4'786'734'877
Total période de référence	14'279'770'044	3'322'510'251	151'854'906	98'480'523	384'140'262	1'163'975'167	19'400'731'152

Tableau 7

Ce tableau montre la répartition géographique des créances douteuses.

Les $\frac{3}{4}$ des provisions sont localisés en Suisse.

Engagements de crédit	Prêts à la clientèle compromis (montant brut)	Correctifs de valeur individuels
Suisse	194'905'296.00	148'948'549.00
Europe	32'759'884.00	22'201'248.00
Amérique du nord	840'072.00	840'069.00
Amérique du sud	9'769'551.00	4'889'982.00
Asie	165'323.00	15'104.00
Autres	19'749'388.00	15'388'193.00
Total période de référence	258'189'514.00	192'283'145.00

Tableau 8

La Banque Cantonale de Genève n'est pas engagée avec des dérivés de crédit, ni CDO, ni CDS.